



Madame la Directrice Académique,
Madame la Préfète,
Mesdames et messieurs les membres du CDEN

Une fois de plus, notre département a perdu des élèves à cette rentrée, environ 400. Cela fait suite à des années de perte. En 2011, l'Aveyron comptait 18 701 élèves dans le premier degré dont 644 TPS. Presque 10 ans plus tard, ce nombre était à cette rentrée de 16 500 dont 357 TPS. Bien sûr, les naissances ne sont pas au rendez-vous. Malgré le contexte sanitaire, l'exode rural tant espéré n'est pas là. Doit-on se résigner ? Ce n'est pas dans notre ADN, il nous faut, au contraire, collectivement s'atteler à cette tâche.

Pour construire, il faut commencer par savoir d'où l'on part et se poser les questions qui expliquent cette baisse plus élevée que dans les autres départements ruraux de notre académie. Plusieurs fois, nous avons posé la question, plusieurs fois les réponses apportées se réfugiaient dans le conjoncturel. Pourtant, à y regarder de plus près, n'y a-t-il pas quelques raisons fines ? Bien évidemment, elles ne sont pas toutes liées à l'Education Nationale. Pourtant, alors que nous étions l'un des départements français qui accueillait le plus les plus jeunes enfants, notre taux n'a fait que descendre. En effet, notre administration continue de ne pas compter ces enfants dans nos classes, pourtant bien présents. La notion de places disponibles, non arrêtées par ailleurs, est bien une contrainte. D'ailleurs, l'école privée a surfé dessus. Pendant que nous n'étions plus en capacité de les accueillir, elle a ouvert de pseudo-classes passerelles. Nous en voyons depuis ces dernières années les effets puisque l'école privée perd aussi des élèves mais dans des proportions moins importantes.

Nous dénonçons ici que certains villages comportent des écoles privées allant jusqu'à 3 classes, sans école publique. Pour l'UNSA Education, il doit exister une alternative publique à une école privée sur un territoire, au nom des principes de laïcité et d'égalité. A minima, à l'heure où à un élève près, un poste peut être supprimé, n'est-il pas temps d'interroger sur le transport des élèves ? Comment accepter que des transports scolaires, co-financés par nos impôts dévoient des élèves des écoles publiques vers une école privée d'une autre commune ? C'est d'autant plus grave que l'inverse n'est pas vrai.

Nous l'avons dit plus haut, chacun des membres présents autour de cette table doit prendre ses responsabilités : nous devons échanger, discuter, débattre, construire ce que sera notre territoire de demain et lui permettre d'être attractif, notamment pour les jeunes. L'ancien protocole était une porte d'entrée, il avait le mérite de mettre presque tous les acteurs (sauf les enseignants...) autour d'une table. Un nouveau protocole sera engagé, nous dit-on. Il faudra le saisir et à l'UNSA Education, nous sommes partants, notre expertise jointe à la votre.

Revenons à la carte scolaire de la rentrée prochaine. Notre ministère a décidé de mettre tous les départements ruraux, quelque soit le contexte, à 0. C'est une bonne nouvelle en soi, c'est plutôt une respiration après des années de perte de postes. Nous le verrons prochainement avec -35 ETP dans le second degré en

Aveyron, malgré une hausse du nombre d'élèves.

Pour finir, parlons un peu de dialogue social. Notre ministère continue de décider seul, met en place de pseudos-concertations et s'empresse d'annoncer les dernières nouveautés à la presse. Tout descend de Paris sans écoute, et chacun ici connaît les contraintes que cela entraîne, le manque de réponses à donner, les délais intenable, la charge de travail s'alourdissant toujours. Le protocole sanitaire et la foire aux questions, qui parfois même se contredisent, sont devenus pour les directrices/directrices, pour les collectivités le livre de chevet le plus instable. Ce profond manque de reconnaissance des autres acteurs ne s'arrête malheureusement pas à l'échelle nationale.

Dernièrement, dans notre académie, lors d'un jour où certains départements avaient des instances de carte scolaire, un groupe de travail académique sur les règles du mouvement s'est déroulé. Chacun des départements avait une demi-heure pour avoir des explications, proposer des améliorations,... Comble du comble, nous étions à Toulouse en visio avec les services de la DSDEN de l'Aveyron. Quand auparavant plusieurs groupes de travail permettaient ces échanges constructifs, cette année, une demi-heure semble suffire aux yeux du rectorat. Les échanges déshumanisés se font donc par mail. Belle évolution...

Notre administration aveyronnaise fait figure de bon élève. Nous n'avons pas toujours de réponses aux questions que nous posons, et nous avons parfois l'impression qu'on aimerait se passer des organisations syndicales. Pourtant nous aspirons nous aussi à faire vivre l'intelligence collective.

Vous comprendrez donc que, malgré tout le respect que nous devons à nos institutions, la fatigue est là de devoir toujours pousser les murs, la colère aussi de ne pas se sentir considérés. Alors nous ne sauterons pas de joie lorsqu'on nous expliquera que le P sur E augmente car, nous le verrons, des choix devront être faits et ils ne seront pas faciles.

